



Déclaration liminaire CHSCT

séance du 07 octobre 2022

Représentante : Isabelle Lahlou

Monsieur le directeur,
Mesdames et Messieurs les membres du CHSCT,

Cette année scolaire se présente sous de meilleurs auspices que les précédentes d'un point de vue sanitaire. En effet, c'est une rentrée sans masque ni distanciation, avec une pandémie qui peut sembler maîtrisée ! Toutefois, quelques graves situations de crises perdurent et le Sgen-CFDT apporte son soutien à tous les personnels qui se trouvent dans des zones de conflits, non sécurisées ou encore victimes de politiques sanitaires drastiques. Ainsi au **Guatemala**, plusieurs tremblements de terre ont lieu chaque année et pourtant, dans un établissement, aucun exercice n'a été effectué. De plus, la hausse des coûts sévit partout désormais et grève le budget des personnels, de leur famille et de leur santé. Ainsi, les **politiques locales** sont à encourager pour faciliter l'adoption groupée de **mutuelles complémentaires** à moindre coût pour les personnels recrutés locaux.

De fait, la crise sanitaire a remis en cause les pratiques de travail et entraîné le développement du télétravail ainsi que le recours au numérique avec ses avantages et ses inconvénients. L'Agence a su s'adapter, notamment avec l'extension, pour les personnels des services centraux, du nombre de jours télétravaillés et la prévention des troubles musculo squelettiques grâce à l'amélioration de l'ergonomie des postes. De même, l'installation du service SRE-com à l'étage place nos collègues dans un environnement de travail sain. Néanmoins, le Sgen-CFDT demande encore un effort particulier et durable sur **l'ambiance thermique** notamment au **rez de jardin**. L'absence de confort thermique est source de stress. Les mesures portant sur le chauffage et la climatisation annoncées par l'Agence paraissent régler toutes les anomalies. Le Sgen-CFDT salue les actions d'économie d'énergie engagées. Toutefois elles ne pourront être efficaces que si les problèmes de chauffage et d'isolation sont résolus définitivement, pour tous les personnels et en assurant en même temps un **meilleur bien être aux agent-es**.

Dernièrement, le **défi climatique** s'est imposé comme le principal enjeu de notre société. Ainsi l'Agence, en tant qu'actrice responsable, œuvre pour la transition écologique dans sa politique immobilière. Cependant, localement, les **agent-es** qui travaillent sur site ne sont pas toujours **suffisamment associés** aux réflexions et les nouvelles constructions présentent des défauts coûteux en énergie, qui apparaissent à l'utilisation. De plus, pour les locaux existants, davantage d'actions de bon sens concourraient à l'équilibre budgétaire. De même, le forfait mobilité, déjà engagé à l'AEFE contribue à cet objectif de transition écologique mais il pourrait être étendu au réseau. Plus globalement, les **mesures diminuant l'impact environnemental** sont nombreuses et méritent une **réflexion à l'Agence comme dans les établissements du réseau**. La mise en place d'indicateurs comme l'empreinte carbone dégagée par l'AEFE pourraient contribuer à cette réflexion.